

L'Économie Sociale et Solidaire Actrice d'un nouveau Pacte Économique et Social

*A force de sacrifier l'essentiel à l'urgence,
On finit par oublier l'urgence de l'essentiel.*

Edgard Morin

UNE CRISE QUI NOUS BOULEVERSE

C'est une crise sans précédent, d'abord sanitaire puis devenue économique et sociale que doit affronter l'Humanité tout entière. Un simple virus, qui semblait d'abord lointain, a secoué la société, les entreprises et les organisations qui, jusqu'il y a quelques mois, se complaisaient encore pour la plupart dans un modèle peu soucieux des personnes, de la finitude des ressources naturelles, et centré sur le court-terme et la rentabilité. Or les mécanismes qui conduisent à cette crise mondiale et systémique ne relèvent pas que de la fatalité mais aussi de décisions politiques, économiques et sociales. Quel monde souhaitons-nous ?

Des mesures, utiles mais souvent drastiques, ont été prises pour endiguer la contagion sanitaire. D'autres mesures ont été mises en œuvre par l'État, les Régions, les collectivités et acteurs locaux pour sauvegarder le tissu économique et permettre aux personnes de vivre, voire de survivre, pendant cette période. Pourtant des secteurs entiers sont en très grande tension. Une telle situation génère des effets que nous ne mesurons pas encore, car à cette crise économique - sans précédent - s'ajoute une crise sociale que nous n'avons pas su prévenir suffisamment. Les inégalités se sont accrues. Le confinement a creusé les failles en matière de logement, d'éducation, d'alimentation, sans parler de la fracture numérique. Les impacts sur la santé physique et psychologique d'une partie de la population sont considérables et plus que jamais le « prendre soin » est et sera d'une urgence absolue.

Mais nous avons vu aussi naître les plus beaux signes de solidarité : pour ce qui touche à la santé des anciens et des plus fragiles, des malades, ce sont les soignants qui ont pris les choses en main, en mettant en œuvre tout ce qui était possible pour soigner et accompagner, parfois au péril de leur propre santé. Hélas, comme dans toute bataille, quelques pans sombres ont émergé, allant jusqu'à la spéculation sur des biens de première nécessité (masques, matériel médical, etc.), mettant en danger la protection de chacun.e et l'accès aux soins. Mais au global, la société citoyenne a réagi. Aujourd'hui, son organisation, bien qu'imparfaite, semble encore tenir le coup. Mais combien de temps ?

Aurait-on pu gérer cette crise autrement ? Peut-être, mais l'heure n'est pas à chercher des responsables. Nous, entreprises de l'ESS, avons dans notre ADN le goût de l'optimisme et de la résilience. Nous préférons penser que demain les choses peuvent changer : pour cela nous devons réfléchir dès à présent à ce que nous voulons proposer comme modèle de société. Certains voudront entamer un marathon pour rattraper le retard et retrouver coûte que coûte le modèle que nous avons connu, ce modèle qui nous a sans doute conduits où nous en sommes.

Et si nous nous autorisions, ensemble, une autre vision, une opportunité de faire autrement ?

L'ESS COMME UNE DES RÉPONSES À LA RELANCE

L'ESS, des entreprises en première ligne. Des pans entiers de notre économie menacent de s'effondrer, aussi nous souhaitons contribuer activement à cette sortie de crise : nous ne prétendons pas être LA solution, mais nos organisations peuvent apporter DES solutions, et ces solutions s'inscrivent dans le respect d'un développement plus responsable et d'un pacte social garantissant davantage d'égalité.

Rappelons ce qu'est l'Économie Sociale et Solidaire. **Ce sont des associations, des coopératives, des mutuelles, des fondations, des Entreprises d'Utilité Sociale ESUS, des entrepreneurs sociaux.** En Occitanie, cette économie représente 12% de l'emploi salarié, soit 214 000 emplois, et plus de 23 000 entreprises. Aujourd'hui, qu'elles soient en première ligne, en reprise ou encore en suspension d'activité, quelle que soit leur taille, les entreprises de l'ESS sont autant menacées que les autres par les conséquences économiques et sociales de la crise. Des secteurs entiers de l'ESS, totalement à l'arrêt, sont possiblement dans la tourmente : culture, sport, tourisme social, éducation populaire... Les réponses gouvernementales « de droit commun » ont été rapidement activées pour le monde économique mais comme à l'accoutumée, celles-ci étaient souvent inadaptées ou tardivement adaptées à nos structures, et particulièrement aux associations.

Promouvoir l'ESS comme modèle de développement économique pour réussir les transitions. Nos entreprises ont fait la preuve de leur résilience lors de la crise de 2008, elles sont aujourd'hui souvent en première ligne du « mieux-vivre ensemble », du « prendre soin » et des solidarités, et pour la fourniture des besoins essentiels. Nos principes doivent être réaffirmés pour un après-crise qui serait celui d'un autre modèle de développement : **absence ou limitation de la lucrativité, territorialisation de nos actions, primauté donnée au collectif, rapport alternatif à la création de valeur et au sens du travail, pratiques de coopération et d'implication des parties prenantes s'illustrant par des formes démocratiques et/ou participatives de gouvernance... tout ceci faisant assurément écho aux aspirations de nos concitoyens à vivre autrement.**

Nous voulons donc **contribuer à la construction d'un nouveau paradigme** et à partir de nos principes fondamentaux et face aux défis qui nous attendent (sociaux, économiques, environnementaux, démocratiques...), **apporter des solutions.**

*« Répondre aux urgences, devenir la norme de l'économie, doit permettre de **propulser l'ESS comme moteur de la transition nécessaire de modèle de développement économique.** Elle ne le fera pas seule, et n'incarnera pas seul les nouveaux fondamentaux économiques, mais son antériorité tant dans la mise en œuvre de pratiques entrepreneuriales alternatives que dans la prise en charge d'enjeux d'innovation sociale et environnementale, justifie qu'elle soit soutenue dans sa diversité pour réussir la transition. Les acteurs de l'ESS doivent notamment être au premier rang de la mise en œuvre de moyens ambitieux pour prévenir l'enjeu d'une crise climatique majeure, considérant que l'évolution de l'environnement et l'enjeu climatique ont une influence sur la santé humaine et animale. »¹*

Le monde d'après n'est pas qu'à inventer : il est déjà là ! L'Économie Sociale et Solidaire participe activement aux réponses apportées à la crise et doit participer à l'élaboration des décisions économiques et sociales. Modèle à part entière, elle est une des solutions à la sortie de crise et doit être soutenue.

¹ Cf : Avis du Conseil Supérieur de l'Économie Sociale et Solidaire relatif à la saisine du CSESS par le Haut-Commissaire à l'Économie Sociale et Solidaire et à l'Innovation Sociale le 4 avril 2020 visant à anticiper la sortie de crise et la place que devra y prendre l'écosystème de l'ESS.

NOS 5 PROPOSITIONS POUR RÉFLÉCHIR ENSEMBLE À DEMAIN

Notre belle et vaste région d'Occitanie est une terre accueillante, où il est agréable de vivre. Comment faire en sorte que nous puissions continuer à bien y vivre demain ? Nous, acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire en Occitanie, avons identifié cinq premières pistes de réflexion que nous pourrions construire, développer et déployer ensemble.

Proposition 1 : Lancer un Pacte régional pour la Santé et la Cohésion sociale

Les secteurs de la santé, du social et du médico-social représentent 260 000 emplois dont 105 000 en Occitanie qui sont issus de l'ESS. Les organisations, en particulier des associations et des mutuelles, qui accueillent des enfants et des familles en difficulté, des personnes malades, âgées, en situation de handicap, en grande précarité ou déjà exclues sont en première ligne durant cette crise.

Comment agir ensemble ?

1. Revaloriser et mieux considérer les métiers du « care » et du Bien Vieillir, notamment auprès des jeunes
2. Soutenir des actions de prévention, de structures de soins et d'accessibilité à la santé
3. Réinvestir massivement dans notre système de soin (au sens de l'OMS) en priorisant les structures publiques et les entreprises de l'ESS et donc interroger la place d'entreprises lucratives dans la MCO (Médecine Chirurgie Obstétrique) et les EHPAD au regard des priorités
4. Organiser un nouveau socle de ressources sanitaires par l'Etat, les collectivités territoriales et les acteurs de la filière pour renforcer les moyens logistiques en cas de crise
5. Développer l'hospitalisation à domicile et la télémédecine
6. Créer une réserve sanitaire et médico-sociale
7. Soutenir la recherche médicale

Proposition 2 : Contribuer à la « relocc'alisation »

Nous ne défendons pas un retour au protectionnisme mais nous plaidons pour une mondialisation plus responsable, et une relocalisation de certains secteurs d'activités sur les territoires. L'Occitanie a les ressources pour se recentrer sur des filières indispensables : elle a su le prouver pour l'agriculture !

Comment agir ensemble ?

1. Répondre aux besoins fondamentaux grâce aux entreprises locales : se protéger, se nourrir, se loger, se déplacer
2. Constituer des alliances stratégiques et opérationnelles au niveau local et national entre acteurs de l'ESS d'abord par souci de cohérence
3. Accorder une prime à la coopération aux acteurs répondant en consortium aux appels d'offres et appels à projets
4. S'appuyer sur un fonds d'investissement dédié, sur un crédit d'impôt transition sociale et écologique, sur une commande publique intégrant impact, circuits courts et Economie Sociale et Solidaire
5. Agir en co-élaboration avec les projets des territoires et dynamiques existantes

Proposition 3 : Agir au service de l'emploi et de l'insertion sur les territoires

Notre action au service de l'emploi est multiple. C'est le soutien de nos associations qui accompagnent les personnes les plus fragiles vers le retour à l'emploi, via les entreprises adaptées ou les chantiers d'insertion par exemple, mais ce sont aussi les actions que nous menons pour promouvoir l'entrepreneuriat à travers les coopératives. Nos agences bancaires coopératives, nos mutuelles, nos SCOP et SCIC, nos associations à travers leurs actions variées (éducation populaire, accueil de publics etc.) maillent le territoire, créent du lien social et sont aussi créatrices d'emplois non délocalisables.

Comment agir ensemble ?

- 1. Favoriser les liens entre les entreprises de l'économie « classique » et celles de l'ESS afin que notre tissu de TPE-PME régional soit davantage visible : la coopération plutôt que la concurrence**
- 2. Investir dans les start-up numériques sous forme coopérative (ou autre statut s'engageant à respecter l'objectif d'ancrage territorial de l'emploi) par un fonds « evergreen » avec pour objectif de ne pas pouvoir revendre la startup avant le retour sur investissement**
- 3. Soutenir la création et le développement d'activités d'utilité sociale, facteur de lien social dans les territoires**
- 4. Pérenniser le dialogue Etat-Région sur la vie économique et sociale en créant une instance stratégique et opérationnelle (sur le modèle de la cellule hebdomadaire en temps de crise)**

Proposition 4 : Promouvoir un « green new deal » régional

L'Occitanie possède des pôles d'excellence : aéronautique, spatial, agriculture, tourisme, santé au sens large, ... Beaucoup de ces filières sont mises à mal par la crise. Les questions environnementales et d'impact social doivent être une priorité dans les plans de relance et les acteurs régionaux doivent se mobiliser autour d'actions fortes au service de l'environnement. Les entreprises de l'ESS sont déjà fortement investies sur ces questions et ne demandent qu'à essaimer et à faire connaître leurs actions.

Comment agir ensemble ?

- 1. Donner aux entreprises de l'ESS les moyens de prévenir l'enjeu d'une crise climatique majeure**
- 2. Investir dans la recherche et les compétences nécessaires à l'identification et à la consolidation de nouvelles filières et écosystèmes**
- 3. Conditionner les aides publiques aux entreprises à la mesure de leur impact social ou environnemental**
- 4. Promouvoir et investir dans les mobilités douces et alternatives**
- 5. Soutenir l'économie circulaire et le réemploi**

Proposition 5 : Être associés aux décisions économiques et sociales

C'est au plus près des besoins que les réponses se sont organisées. Sans toucher au découpage administratif si sensible, il nous faut impérativement organiser la délégation d'intervention. Si l'Etat est dans son rôle pour garantir l'égalité de traitement sur tout le territoire, il a besoin de relais. Les Régions ont démontré leurs pertinences, par l'impact des mesures économiques et leurs capacités de réaction. Les départements et les métropoles ou les communautés d'agglomération et de communes ont aussi mis en évidence que, pour les questions de solidarité et d'interventions au plus près des citoyens, elles avaient également un rôle à jouer.

Comment agir ensemble ?

- 1. Favoriser l'entrée des collectivités territoriales au capital des entreprises de l'ESS dont principalement les SCIC**
- 2. Assouplir les règles contractuelles liant les entreprises de l'ESS et leurs financeurs publics (délais de réalisation des objectifs, livrables, indicateurs...)**
- 3. Renforcer l'appui aux collectivités territoriales mettant en place des politiques de soutien à l'ESS (en matière d'ingénierie technique et financière, de mutualisation, de formation...) qui pourraient être portées par l'ANCT ou la Banque des Territoires**
- 4. Définir et soutenir des parcours d'accompagnement des porteurs de projets ESS renforcés dans certains territoires pour tenir compte de leurs spécificités (ruralité, QPV...)**
- 5. Préserver les projets associatifs en assouplissant les cahiers de charges des appels d'offres et des appels à projets ; favoriser la reconduction des conventionnements, le conventionnement pluriannuel et l'évaluation concertée ; assouplir le formalisme administratif**

LES 5 AXES CONTRIBUTIFS DE LA CRESS OCCITANIE

La CRESS Occitanie, forte de ses 85 adhérents (têtes de réseau et entreprises), d'un plan politique et stratégique qui fédère toutes les énergies, et de son équipe de salarié.e.s, peut mobiliser l'ensemble de ses adhérents et ses ressources et compétences internes au service de cette sortie de crise.

Axe 1 : Suivre et évaluer l'impact des actions grâce à l'Observatoire régional de l'ESS

Nous avons commencé à prendre le pouls depuis le début de la crise de la situation des entreprises de l'ESS. Nous pouvons mener un travail de diagnostic et d'évaluation des conséquences de la crise COVID-19 sur les entreprises de l'ESS quels que soient leurs statuts, sur les rapports égalité femmes-hommes bousculés par la crise, sur les situations territoriales etc.

Comment agir ensemble ?

1. Réaliser des diagnostics territoriaux avec l'appui des comités stratégiques territoriaux du DLA, des CRESS avec des têtes de réseaux, autant pour analyser les effets de la crise que pour identifier les opportunités nouvelles, notamment en termes de reconfiguration des besoins sociaux
2. Proposer une lecture genrée des impacts de la crise : les femmes, parce qu'elles constituent les forces vives du secteur sanitaire et social, ont été plus que jamais en première ligne
3. Travailler sur les modèles économiques des entreprises ESS en difficulté (enjeu des fonds propres en particulier)
4. Évaluer l'impact social des entreprises de l'ESS
5. Identifier de nouveaux indicateurs de suivi de l'économie (en dehors du PIB et du taux de croissance)

Axe 2 : Organiser des Etats Généraux de l'ESS

Le mois de novembre est connu pour être le Mois de l'ESS. Il sera difficile cette année 2020 de prévoir une édition semblable à celles des années précédentes. Aussi nous proposons de consacrer cette édition à organiser les Etats Généraux de l'ESS en Occitanie, et réfléchir à la manière dont l'ESS peut accompagner la relance de l'économie et sa transformation. Nous pourrions ainsi partager ensemble nos réflexions, nos innovations et construire l'économie, et la société, de demain.

Comment agir ensemble ?

1. Inscrire l'ESS dans tous les outils de planification territoriale et de contractualisation (contrats de plan Etat/région...)
2. Organiser à l'échelle de territoires-clés (départements) des Etats Généraux de l'ESS, rassemblant les différents acteurs qui réfléchiraient ensemble à de nouvelles solutions sur tous les champs essentiels : agriculture responsable, santé, cohésion sociale, transports, mais aussi démocratie...
3. Convoquer d'ici les élections régionales une conférence régionale de l'ESS pour partager les diagnostics territoriaux et finaliser les priorités d'actions

Axe 3 : Renforcer la consommation et la production responsable en mobilisant l'ESS

Les consommateurs souhaitent acheter plus « responsable » et « citoyen », mais ce sont aussi des démarches que souhaitent poursuivre les collectivités territoriales et les entreprises. Pour redéfinir l'acte d'achat, individuel ou collectif, les choix doivent être priorisés et pondérés pour que le seul prix ne reste pas le critère prépondérant. N'oublions pas que la décision d'acheter à moindre coût entraîne automatiquement la création de filières de production à bas prix, quelles que soient les conséquences environnementales, sociétales et sociales.

Comment agir ensemble ?

- 1. Développer les achats responsables grâce à la marque Coventis (Salon, Coventis Clubs et portail Internet de valorisation de l'offre de services des entreprises ESS)**
- 2. Mettre en place une stratégie d'achats concertés avec la Région et les collectivités territoriales en vue des JO 2024 : ESS 2024**
- 3. Adopter entre acteurs de l'ESS un code de bonne conduite favorisant le recours à des prestataires et partenaires appartenant à l'ESS ou engagés dans des démarches structurées de transition**

Axe 4 : Créer des lieux-ressources ESS sur les territoires

Il y a sur les territoires des structures relevant de l'ESS. Nous partons du postulat que les pouvoirs publics à tous les niveaux vont avoir besoin de relais. Ces relais ne doivent pas générer des coûts supplémentaires, mais au contraire faciliter par des organisations souples et mutualisées le développement d'activités économiques répondant à des besoins réels et identifiés. Nous avons en tant que Cress la possibilité de coordonner ces structures entre elles et de les faire travailler ensemble, de les faire connaître, etc.

Comment agir ensemble ?

- 1. Créer et coordonner des lieux ressources sur les territoires en s'appuyant sur les acteurs en place : Maisons de la Région, tiers-lieux etc.**
- 2. Proposer des ambassadeurs de l'ESS présents sur les territoires en relais de la Cress**

Axe 5 : Sensibiliser le grand public et en priorité les jeunes sur l'ESS

Le grand public, et plus particulièrement les jeunes, sont en quête de davantage de sens. Cette nouvelle crise a renforcé ce désir d'engagement. Il est possible hélas que les anciens modes de vie et habitudes plus individualistes retrouvent leur place. Partager et essaimer le modèle de l'ESS auprès des jeunes, notamment les collégiens en classe de 3^{ème} et les lycéens est une priorité pour que demain, de plus en plus de jeunes s'engagent et accompagnent la montée en puissance de cette nouvelle société.

Comment agir ensemble ?

- 1. Renforcer le soutien aux dispositifs existants ou à venir à destination des jeunes en formation (stages en entreprises de l'ESS via une bourse à constituer par les acteurs, « Mon ESS à l'Ecole »...)**
- 2. Renforcer la thématique de l'ESS et de l'innovation sociale dans les programmes de l'enseignement secondaire**
- 3. Intégrer, dans l'enseignement supérieur, les modèles des organisations de l'ESS chaque fois que les modèles conventionnels sont abordés.**
- 4. Investir dans la formation des salariés de l'ESS eux-mêmes et des entrepreneurs, ainsi que celles des élus**
- 5. Promouvoir les entreprises de l'ESS via une campagne de communication grand public percutante et en lien avec la crise, avec des portraits de salariés engagés**

